



PANEL 2

SUD GLOBAL ? CE NOUVEAU POLE EXISTE-T-IL ? ENJEUX ET GEOSTRATEGIE DU SUD GLOBAL

Politique budgétaire et dynamique économique au Niger

Mohamed Salim MAHAMAN BOUBACAR¹, Mounir SMIDA², Abdelkader AGUIR^{3*}

¹ Doctorant, FSEG, Université de Sousse, Tunisie, ssalimdiakite78@gmail.com

² Maître assistant, FSEG, Université de Sousse, Tunisie, mounirsmida2006@gmail.com

³ Professeur, FSEG, Université de Sousse, Tunisie, abdelkader.aguir@yahoo.fr

*auteur correspondant

Résumé long : Cette étude s'intéresse à l'analyse de l'impact de la politique budgétaire sur l'activité économique du Niger, en particulier en ce qui concerne les chocs et les fluctuations du cycle économique. Pour ce faire, les auteurs utilisent un modèle Dynamique d'Équilibre Général Stochastique (DSGE) calibré pour l'économie du Niger, en s'appuyant sur des données trimestrielles recueillies auprès de diverses sources telles que la Direction Générale du Budget et des Finances du Niger, ainsi que la Banque mondiale. La méthodologie employée pour l'estimation du modèle est l'approche bayésienne, qui permet d'intégrer des informations a priori et de générer des estimations plus robustes pour les paramètres du modèle.

Les résultats de l'étude révèlent plusieurs dynamiques importantes en matière de politique budgétaire et d'impact macroéconomique sur l'économie nigérienne. En particulier, l'analyse met en lumière trois points principaux :

1. L'impact des investissements publics sur la consommation des ménages : L'augmentation des dépenses d'investissements publics a un effet positif sur la consommation des ménages. Cela signifie que les politiques visant à accroître les investissements dans les infrastructures et les projets publics stimulent indirectement la consommation des ménages en favorisant la croissance économique, en augmentant l'emploi et en soutenant les revenus.
2. L'effet de la baisse des taux d'imposition : La réduction des taux d'imposition, bien qu'elle soit susceptible de relancer l'économie en stimulant la demande globale, semble avoir un impact relativement faible. Cela peut être dû à la structure économique du Niger, où une grande partie de l'activité économique reste informelle et où la capacité de la politique fiscale à influencer la demande globale est plus limitée.
3. L'impact négatif des dépenses de consommation publique sur l'économie : L'étude met également en évidence que certaines formes de dépenses publiques, notamment celles liées aux rémunérations des fonctionnaires, ont un effet négatif sur l'activité économique du pays. Cela pourrait être lié à l'effet d'éviction exercé par les dépenses publiques sur l'investissement privé et à une gestion inefficace des fonds publics, qui ne conduit pas nécessairement à des gains de productivité à long terme.

1. Contexte et méthodologie de l'étude

Le Niger, comme de nombreux pays en développement, fait face à des défis structurels majeurs qui affectent son développement économique, notamment l'instabilité politique, une faible capacité administrative et une dépendance importante à l'exportation de matières premières. Ces défis rendent l'application de modèles

économiques théoriques, comme les modèles DSGE, particulièrement complexes et nécessitent des adaptations aux spécificités de l'économie nigérienne.

1.1. Le modèle DSGE et l'approche bayésienne

Le modèle DSGE utilisé dans cette étude repose sur les principes fondamentaux de la théorie économique moderne. Il intègre plusieurs agents économiques (ménages, entreprises, gouvernement) et prend en compte les chocs externes et internes qui affectent l'économie, tout en permettant de simuler les effets des politiques économiques sur les variables macroéconomiques. Le modèle est conçu pour capturer les interactions dynamiques entre la production, la consommation, l'investissement, l'épargne et le gouvernement.

L'approche bayésienne permet d'estimer les paramètres du modèle en utilisant une combinaison d'informations a priori, basées sur la littérature existante et sur des hypothèses réalistes concernant l'économie nigérienne. Cela permet d'obtenir des résultats plus robustes et de mieux prendre en compte les incertitudes inhérentes aux données économiques des pays en développement.

1.2. Sources de données et calibrage du modèle

Les données utilisées dans cette étude couvrent la période de 2000 à 2020 et proviennent de plusieurs sources fiables, notamment la Direction Générale du Budget et des Finances du Niger, ainsi que la Banque mondiale. Les variables clés du modèle comprennent le produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques, l'investissement privé et public, les recettes fiscales, ainsi que les données sur la consommation des ménages et l'emploi. Le calibrage du modèle est effectué de manière à refléter les particularités structurelles de l'économie nigérienne, en tenant compte des facteurs comme la dépendance aux exportations de matières premières, les contraintes fiscales et la faible diversification économique.

Tableau 1. Paramètres calibrés valeurs et sources

Paramètres	Symboles	Valeurs	Sources
Facteur d'actualisation individuel	β	0.990	Koffi Siméon (2021)
Elasticité de substitution intertemporelle	σ	2.610	Koffi Siméon (2021)
Désutilité du travail	φ	3.000	Costa (2016)
Proportion des MR	φ_{MR}	0.300	M'pya (2021)
Taxe sur la consommation	τ_{ss}^c	0.192	Djinkpo (2019)
Impôt sur le revenu salarié	τ_{ss}^l	0.019	Djinkpo (2019)
Impôt sur les capitaux détenus	τ_{ss}^k	0.043	Torres (2016)
Part du capital privé dans la production	θ_1	0.390	Koffi Siméon (2021)
Part du capital public dans la production	θ_2	0.660	Djinkpo (2019)
Part du travail dans la production	θ_3	0.080	Djinkpo (2019)
Elasticité de substitution entre biens intermédiaires	ψ	2.000	M'pya (2021)
Elasticité de substitution entre travail différencié	ψ_w	20.000	M'pya (2021)
Probabilité de Calvo pour les prix	θ	0.700	Louis Henri (2022)
Probabilité de Calvo pour les salaires	θ_w	0.450	M'pya (2021)

Taux de dépréciation du capital privé	δ	0.100	Louis Henri (2022)
Taux de dépréciation du capital public	δ_G	0.040	Louis Henri (2022)

Source : la revue de la littérature

2. Résultats principaux

2.1. L'impact des investissements publics sur la consommation des ménages

Les résultats montrent que les investissements publics ont un effet significatif sur la consommation des ménages. Une augmentation des dépenses d'investissement, en particulier dans les secteurs des infrastructures et des projets publics, génère des effets multiplicateurs qui stimulent la demande intérieure. Les investissements publics créent des emplois, augmentent les revenus des ménages et, à terme, favorisent une hausse de la consommation. Cela est cohérent avec la théorie économique qui soutient que les dépenses publiques en infrastructures peuvent stimuler la demande privée en améliorant l'efficacité de l'économie et en réduisant les coûts des entreprises.

En revanche, la capacité du gouvernement à maintenir une telle politique d'investissement dépend de sa capacité à mobiliser des ressources internes, ce qui peut être limité par la faiblesse du système fiscal et la dépendance à l'aide internationale.

2.2. L'effet de la baisse des taux d'imposition

Une autre conclusion importante de l'étude est que la baisse des taux d'imposition peut avoir un effet positif sur l'activité économique, mais cet impact reste relativement faible. L'idée sous-jacente est que la réduction des impôts peut encourager les entreprises à investir davantage et stimuler la consommation des ménages en augmentant le revenu disponible. Cependant, dans le cas du Niger, l'impact de cette politique semble limité par plusieurs facteurs, notamment :

- La structure informelle de l'économie : Une grande partie de l'économie nigérienne échappe à la fiscalité formelle, ce qui diminue l'effet des réductions fiscales sur la demande globale.
- L'efficacité limitée de l'administration fiscale : Les capacités administratives du gouvernement sont insuffisantes pour assurer une collecte optimale des recettes fiscales, ce qui limite l'effet global des réductions fiscales.

En conséquence, bien que la politique fiscale puisse avoir des effets positifs, ces effets sont plus modérés par rapport à d'autres types de politiques économiques.

2.3. L'impact négatif des dépenses de consommation publique

Un résultat surprenant de l'étude est que certaines dépenses publiques, en particulier celles liées aux salaires des fonctionnaires et autres dépenses de consommation publique, ont un effet négatif sur l'économie. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- L'effet d'éviction sur l'investissement privé : Lorsque l'État consacre une part importante de son budget aux salaires et aux dépenses de fonctionnement, cela réduit les ressources disponibles pour les investissements productifs, ce qui peut freiner la croissance économique.
- Une gestion inefficace des fonds publics : Une grande partie des dépenses publiques n'est pas utilisée de manière optimale, ce qui peut réduire les bénéfices attendus en termes de développement économique. Si les dépenses publiques sont mal ciblées ou mal gérées, elles peuvent ne pas contribuer à l'amélioration de l'infrastructure ou à la croissance de la productivité.

Cela suggère que les autorités nigériennes devraient réévaluer la composition de leurs dépenses publiques, en privilégiant les investissements productifs plutôt que les dépenses de consommation courante.

3. Conclusion et implications de l'étude

L'étude met en évidence que la politique budgétaire a un rôle important à jouer dans la dynamique économique du Niger, mais que l'efficacité de cette politique dépend largement de la manière dont elle est conçue et mise en œuvre. Les résultats indiquent que :

- Les investissements publics peuvent stimuler la consommation et la croissance économique, à condition qu'ils soient bien ciblés et financés de manière durable.
- La réduction des impôts peut relancer l'économie, mais l'impact de cette politique est modéré dans le contexte du Niger en raison des défis structurels de l'économie et de l'administration fiscale.
- Les dépenses publiques de consommation, notamment celles liées aux salaires et à l'administration publique, peuvent avoir un effet négatif sur la croissance, ce qui suggère la nécessité d'une révision des priorités budgétaires.

Les résultats de cette étude peuvent aider les décideurs politiques nigériens à ajuster leur approche de la politique budgétaire, en mettant l'accent sur les investissements productifs et en optimisant l'utilisation des ressources publiques pour favoriser une croissance économique durable.

Mots-clés : modèle DSGE, estimation bayésienne, politique budgétaire, Niger, investissements publics, réduction des impôts, dépenses publiques.



Le nouveau Sud : la caricature géographique d'un rôle stabilisateur face à l'hégémonie d'un Nord reconfiguré L'Afrique (encore) hors-jeu

Guy MBEGA

Ph.D, Université Yaoundé II, Yaoundé, Cameroun, mbegaguydaniel@gmail.com

Résumé : L'émergence et la montée en puissance des BRICS se singularisent par la mixture des positions sur la carte, l'histoire des Etats et des peuples, la variabilité des races, les dynamiques sociales et politiques, les modèles économiques et les ressources sécuritaires. En somme, rien à priori ne destine à un rapprochement autre que stratégique les Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud à l'origine de la nouvelle construction interétatique le 16 juin 2009 ; qui maintenant séduit, intéresse, attire, mobilise et, conséquemment, s'agrandit avec l'élargissement à l'Egypte, à l'Iran, aux Emirats Arabes Unis, à l'Arabie Saoudite et à l'Ethiopie au 1^{er} janvier 2024, où ils se transforment en BRICS+. Cet espace dynamique d'inspiration économique va se structurer et se consolider plus ou moins durablement dans un monde où le Nord, tout autant dynamique, continue d'asseoir son hégémonie et de recapitaliser avantageusement cette prétention à la prééminence exclusive dans l'ordre de puissance. Les BRICS+, adossés sur leur potentiel et leur capacité économique, démographique, technique, technologique, nucléaire et militaire, se posent alors en pôle majeur sinon de contestation, du moins de remise en cause de la tendance généralement admise à l'unipolarité du monde global post guerre froide, nonobstant les bouleversements intervenus dans le système international. Leur conscience géopolitique de « pays en développement » (?) se discute avec la réalité économique de leur statut pour la plupart de « pays émergents » à défaut d'assumer la posture statistique et stratégique de « grandes puissances » pour les uns, de « puissances émergentes » pour les autres, au regard de leur influence et de leur capacité internationale dans une société en perpétuelles mutations.

Le rapport Nord-Sud se dérègle alors et même il se désagrège, se déconstruit à la lueur de l'« aggiornamento » des pays du Sud à l'autodétermination et à la souveraineté plus que cinquantenaire, pour un bilan en désillusion des actifs correspondant à son fort potentiel en ressources naturelles exploitées ou en exploitation. Ceci marque à n'en point douter la fin du « paternalisme » hérité de la colonisation et reconfigure de façon décisive les Relations Internationales des pays du Sud dans un modèle envisagé Sud-Sud, moins contraignant et plus visible au plan symbolique, pour ne s'en tenir qu'à cela. La mondialisation et son substrat, la libéralisation tous azimuts, fondent ce nouvel ancrage géoéconomique et géopolitique, en même temps qu'elles consacrent l'intérêt des acteurs comme paradigme stratégique à la base de toute relation s'établissant dans le système international.

Le Sud Global, réuni autour des BRICS+ et porteur ou producteur d'un pôle centre-périphérie de la reconfiguration du monde, apparaît dès lors comme le « Nouveau Sud » non moins conquérant, mais débarrassé des oripeaux ayant antérieurement fait le lit de l'impérialisme et de la colonisation propres à l'ancien hégémon en disgrâce et à la réinvention plutôt lente. Il se distingue ou alors se désarticule du Sud originel/traditionnel, réceptacle des idées et autres externalités, toujours nécessaires et en proie à des luttes de survie, à la maladie, à la famine, à la pauvreté. C'est le terreau continu de la plupart des Etats africains. Et pourtant...

Threshold Effects of Banking Inclusion on Banking Risk and Performance: Evidence from BRICS Nations

Meriem SEBAI^{1,*}, Omar TALBI²

¹Laboratory Applied Microeconomics Research (LARMA-LAPE), Faculty of Economic Sciences and Management of Tunis, University of Tunis El-Manar, Tunisia, meriemsebai@gmail.com

²Laboratory of International Economic Integration (LIEI), Faculty of Economic Sciences and Management of Tunis, University of Tunis El-Manar, Tunisia, omartalbi@live.fr

*auteure correspondante

Abstract: This study examines the impact of banking inclusion on banking performance and credit risk using a sample of 34 banks from BRICS countries over the period 2004-2020. By employing a panel smooth transition regression model, the findings indicate an S-shaped relationship between banking inclusion and banking performance. Initially, banking inclusion diminishes banking performance, but once it surpasses a threshold of 16.35 %, its effect becomes positive. Nonetheless, while banking inclusion exceeds a second threshold of 61.01 %, it hinders banking performance. Furthermore, the relationship between banking inclusion and nonperforming loans is nonlinear. While inclusion has no significant effect in the lower regime, it significantly increases credit risk beyond a threshold of 61.30 %. These findings provide valuable insights for financial regulators, informing policy decisions related to banking inclusion and its impact on banking performance and credit risk.

Keywords: Banking Inclusion, Banking performance, Credit risk, Nonlinear relationship, BRICS countries, Panel smooth transition regression model.

Classification JEL : G21, G33.

1. Introduction

The global financial crisis of 2007-2008 and the subsequent financial turmoil exposed critical vulnerabilities within financial systems, leading to the collapse of several major banks and challenging the notion of “too big to fail”. This crisis highlighted the crucial importance of banking performance and stability, especially given the significant risks inherent in banking operations, such as the rise in non-performing loans (NPLs) within banks' portfolios and excessive costs. In response, many developing countries have prioritized financial inclusion as a strategic goal, aiming to integrate unbanked and underbanked populations into the formal financial system. Financial inclusion not only expands access to financial services but also promotes equitable and sustainable economic growth (Neaime and Gaysset, 2018; Siddiki and Bala-Keffi, 2024). Indeed, banks, as key components of financial institutions, play a crucial role in allocating financial resources and enhancing service delivery, thus fostering economic growth (Ullah et al., 2024). Despite evidence of the social and economic benefits of financial inclusion, there is a lack of consensus on the effect of banking inclusion on banking performance and credit risk.

A review of the literature reveals competing theoretical perspectives on the impact of financial inclusion on

banking performance and credit risk. The first viewpoint argues that banks expand through new branches to attract deposits, broaden their customer base, and offer a wider range of services. By accumulating more deposits, banks enhance their lending capacity, leading to higher profits and greater resilience during financial crises (Mehrotra and Yetman, 2015). A large deposit base also reduces return volatility by decreasing reliance on risky and costly money market funds (Demirgüç-Kunt and Huizinga, 2010; Poghosyan and Čihák, 2011; Kacperczyk and Schnabl, 2013). Furthermore, this growth enables banks to invest in technology and equipment, benefiting the local economy by providing formal financial services, especially in disadvantaged areas. Branches facilitate customer feedback, allowing banks to innovate services for underserved groups. This expansion, along with innovative services and favorable loan conditions, such as reasonable collateral requirements and credit costs, can lead to increased profits and improve performance indicators (Shihadeh and Liu, 2019; Ahamed et al., 2021).

The second viewpoint argues that financial inclusion can initially reduce bank profitability due to the high costs of technology adoption (Khan et al., 2024). As banks invest in developing new services to meet customer needs, capital expenditures rise, leading to potential short-term profit declines. However, this approach is designed to boost long-term profitability and overall banking performance (Shihadeh and Liu, 2019). Additionally, to promote financial inclusion, banks often open branches in remote and previously underserved areas. As the distance between these branches and the central office increases, overseeing and managing these operations become more challenging (Brickley et al., 2003). This greater distance can hinder the effective transfer of managerial expertise, impacting the overall performance and stability of the bank's operations (Barik and Pradhan, 2021).

Third, the link between financial inclusion and credit risk is attributed to factors such as information asymmetry, risk-taking behavior, and the level of financial inclusion within a country (Khan, 2011; José and Garcia, 2016). Financial inclusion generally enhances access to credit and promotes financial stability by reducing non-performing loan ratios and default rates (Morgan and Pontines, 2014). However, it can also introduce certain risks. For instance, Soederberg (2013) identifies excessive borrowing by individuals with poor credit histories as a significant factor contributing to the 2008 financial crisis. Although expanding financial inclusion typically increases credit availability, it may also lead to excessive credit expansion. Such expansion can encourage imprudent lending practices and a rise in non-performing loans, potentially initiating a self-perpetuating cycle of decline that undermines the stability of the financial system (José and Garcia, 2016; Jia et al., 2021).

Empirically, the existing literature on the association between financial inclusion and banking performance and stability provides also mixed results. For instance, some studies report evidence of a positive effect of financial inclusion on banking performance (Al-Chahadah et al., 2020; Vo and Nguyen, 2021; Shihadeh, 2021; Ahamed et al., 2021). Other research indicates that financial inclusion contributes to a reduction in non-performing loans at banks (Chen et al., 2018; Atellu and Muriu, 2022; Ahmed et al., 2022; Hakimi et al., 2024; Yang and Masron, 2024). Conversely, Le et al. (2020), Yakubu and Musah (2024) suggest a negative relationship between financial inclusion and banking performance. Additionally, Ozili and Adamu (2021) find that greater formal account ownership is associated with high non-performing loans. More recently, Hua et al., 2023; Antwi et al., 2024 demonstrate an inverted U-shaped relationship between financial inclusion and financial stability, often linked to disorganized and excessive lending.

Based on the discussion above, the existing empirical literature reveals uncertainty regarding the relationship between banking inclusion and banking performance. Some studies suggest that financial inclusion may initially hinder banking performance due to the costs associated with adopting technology, equipment, and staff investments, which can reduce profits (Sathye and Sathye, 2017). Conversely, achieving an optimal level of banking inclusion can enhance banking performance by improving service delivery, strengthening risk management, addressing customer needs, and potentially yielding favorable returns (Shihadeh and Liu, 2019). By attracting a diverse clientele, banks can expand their customer base and secure a larger volume of low-cost deposits. These deposits facilitate a more substantial inflow of inexpensive funds for high-return investments. Enhanced financial inclusion stabilizes the deposit-funding share, thereby reducing volatility and mitigating

adverse effects on return variability. Consequently, this contributes to improved overall banking performance and reduced credit risk (Ahamed et al., 2021). Nevertheless, other research indicates that financial inclusion can impede banking stability and performance through disorderly and excessive lending practices (Khan, 2011; Josè and Garcia, 2016). Therefore, determining the appropriate level of banking inclusion necessary to enhance banking performance and reduce credit risk, particularly in BRICS countries is crucial. This paper contributes to the existing literature in the following ways:

First, this paper builds on the study by Barik and Pradhan (2020) that examines the linear relationship between financial inclusion and financial stability by exploring the potential nonlinear association between banking inclusion and both banking performance and credit risk across 34 banks in BRICS nations (Brazil, Russia, India, China, and South Africa) from 2004 to 2020. Considering these nations' exposure to economic shocks and deficiencies in financial infrastructure, robust allocation of financial resources and effective risk mitigation strategies are critically needed to enhance both banking performance and stability.

Second, unlike existing studies that use polynomial expressions to investigate nonlinear effects (Antwi et al., 2024), which often lead to multicollinearity, this study employs a panel smooth transition regression (PSTR) framework. This approach accommodates regime-switching behavior and identifies threshold values, providing insights into whether transitions between different regimes occur gradually or abruptly. To the best of our knowledge, no study has yet employed this approach in this specific context.

2. Methodology: Panel Smooth Transition Regression

To investigate the nonlinear effect of banking inclusion on banking performance and credit risk, the panel smooth transition regression (PSTR) method introduced by González et al. (2005) is employed. This method allows for the detection of non-linearity, determination of the precise threshold levels at which the effect of the aforementioned variables reverses, and elucidation of how this phenomenon evolves. Formally, the PSTR model is presented as follows:

$$Y_{it} = \omega_i + \alpha'_0 X_{it} + \alpha'_1 X_{it} g(q_{it}; \gamma, c) + \varepsilon_{it} \quad \text{Eq. (1)}$$

Where:

Y_{it} : The dependent variable, observed in banks i at time t . X_{it} : denotes the independent variables.

The transition function $g(q_{it}; \gamma, c)$: is a normalized and bounded function ranging between 0 and 1. q_{it} : represents the threshold variable. γ : indicates the velocity of transition between regimes. c : denotes the threshold parameter. ω_i : capture the unobserved individual effect. ε_{it} : represents the model's error term.

This method extends the Panel Threshold Regression (PTR) model proposed by Hansen (1999). It introduces smooth effects to capture nonlinear data relationships and identify critical transition points. Conceptually, this approach encompasses an infinite number of regimes characterized by two extreme regimes. These regimes are distinguished by either logistic transitions, denoted as $m=1$, or exponential transitions, denoted as $m=2$, indicating the manner in which shifts manifests in the data dynamics, whether gradual or abrupt. The application of the model involves a three-step procedure: specification, estimation, and evaluation.



Conscience Collective et Identités en mutation : Réponses Contemporaines aux Défis de l'Érosion des Droits Internationaux

Sameh ZOUARI SELLAMI

IHEC, Université de Carthage, Tunisie, zouari.sameh@gmail.com

Résumé : L'érosion des droits internationaux, l'application inégale des principes par les organisations internationales, ainsi que la montée des violences et des conflits, ont contribué à renforcer une conscience collective aspirant à un monde plus juste et équitable. Cette conscience, plurielle et dynamique, se manifeste sous diverses formes : elle se traduit par la mobilisation croissante de la jeunesse internationale, réagissant face à l'essor des violences politiques et à l'émergence d'un populisme nouveau ; elle se révèle également à travers des mouvements nationalistes en quête de valeurs et d'identité, cherchant à redéfinir leur place dans un monde en mutation. Par ailleurs, une vague de populisme politique, souvent imprévisible, mobilise les foules autour d'idéaux aux contours flous. Ce papier se propose d'explorer la notion de conscience collective telle qu'explorée initialement par Durkheim (1893) et d'analyser ses manifestations dans différentes sphères et à divers niveaux, afin de mieux comprendre les enjeux contemporains qui façonnent notre société.

Bibliographie

1. Raghuram, Sampath. (2022). Nationalism and Warfare. doi: 10.1016/b978-0-12-8201954.00139-4.
2. Abbasi, A-M., Mubarak, M., Arshad, M-S., 2023. The Nation, Nationalism and Ethnonationalism: A Theoretical Discourse. Global international relations review, doi: 10.31703/girr.2023(vi-i).01
3. Erdoğan, Bülent, (2023). Nationalism. doi: 10.1093/oxfordhb/9780197618608.013.28 Durkheim, Émile, La Division du travail social (1893).
4. Marx, K. (1867). Le Capital : Critique de l'économie politique. Volume I. Paris : Éditions Sociales.
5. Marx, K., & Engels, F. (1848). Le Manifeste du Parti communiste. Londres : Penguin Classics.
6. Weber, M. (1922). Économie et société. T. 1. Paris : Plon.
7. Weber, M. (1947). The Theory of Social and Economic Organization. New York : Free Press.
8. Bergson, H. (1910). Les Deux Sources de la morale et de la religion. Paris : Félix Alcan.
9. Bergson, H. (1912). Essai sur les données immédiates de la conscience. Paris : Félix Alcan.
10. Bourdieu, P. (1979). La Distinction : Critique sociale du jugement. Paris : Les Éditions de Minuit.
11. Bourdieu, P. (1990). La Noblesse d'État : Grandes écoles et esprit de corps. Paris : Éditions de Minuit.
12. Habermas, J. (1962). L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Berlin : Luchterhand.
13. Habermas, J. (1981). Théorie de l'agir communicationnel. T. 1. Paris : Fayard.
14. Giddens, A. (1990). The Consequences of Modernity. Stanford University Press.
15. Giddens, A. (1991). Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age. Stanford University Press.